

## ÉVITONS LES LIEUX COMMUNS

Qui d'entre nous ne s'est pas déjà retrouvé confronté à un certain nombre de lieux communs, ces phrases que l'on entend presque systématiquement lorsque l'on aborde la question des réfugiés et qui, plutôt que d'ouvrir le débat, le referme aussitôt. Elles sont sources de certitudes pour ceux qui les prononcent, convaincus qu'ils sont de se montrer réalistes et, en pratique, enfermés dans un type de logique unique qui les empêche de percevoir la question dans toute sa globalité et de rechercher un autre point de vue. Or, selon le point de vue choisi, le problème apparaîtra sous un angle différent, tout comme les issues possibles.

Dès lors, quelle attitude adopter face à ce genre de situation : le fatalisme, en se disant que chacun restera quand même campé sur ses positions, ou le « cartésianisme » fruit de la conviction qu'avec un système d'argumentation imparable, on ne peut que convaincre ?

Ni l'une ni l'autre, probablement. En effet, selon les priorités de chacun, les valeurs à défendre par dessus tout, la situation personnelle, ... chaque individu sera plus ou moins enclin à accepter d'être ébranlé dans ses certitudes, dans son confort personnel. Mais, quelque soit l'issue de la discussion, il est une chose certaine : le fait de parler, d'avoir une discussion contradictoire permet au moins de constater qu'il n'existe qu'une seule logique...

Aussi, les réflexions qui vont suivre ne doivent pas être prises pour ce qu'elles ne sont pas, à savoir des certitudes universelles, mais bien pour des éléments d'analyse permettant d'alimenter le débat.

Nous avons donc demandé à Anne GUYAUX, journaliste et auteur de différentes publications sur la thématique de l'exil, de bien vouloir se livrer à l'exercice suivant : « Que répondre à...? »

- " On ne peut quand même pas accueillir toute la misère du monde ! "
- " Nos pauvres d'abord ! "
- " Ils ne nous apportent que des problèmes ! "
- " La plupart des soi-disant réfugiés ne recherchent en fait qu'une aide financière "

## **" On ne peut quand même pas accueillir toute la misère du monde ! "**

Bien sûr, et d'ailleurs, on est bien loin d'accueillir toute cette misère : l'immense majorité des réfugiés dans le monde se retrouvent dans des pays voisins du leur, c'est-à-dire aussi pauvres, parfois plus pauvres qu'eux... Que ce soit à l'intérieur des frontières d'un même pays ou bien à l'échelle du monde, on pourrait relever une même logique : les pauvres survivent d'abord parce qu'ils s'entraident, tandis que les riches accordent l'aumône à quelques-uns, ceux qui ont un peu plus de chance, un peu plus de possibilités, un peu plus de débrouillardise...

Sous nos ciels gris mais riches, nous côtoyons une infime partie de la misère du monde, et c'est la moins misérable. Nous l'aidons avec parcimonie, en triant soigneusement ceux qui le méritent, et les autres, en jugeant du haut de notre confort les raisons qui poussent des êtres humains à rechercher une vie meilleure. Il y aurait en effet de bonnes et de mauvaises raisons. Les premières, appelées politiques, réputées nobles, sont celles qui nous ressemblent le plus : le résistant, le dissident est un héros comme on les aime chez nous, sa popularité est garantie! Les secondes, appelées économiques, ne nous apparaissent pas très élevées : trop éloignées de nous, nous ne les comprenons pas bien, elles nous dépassent et nous les rejetons.

Non, nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde et d'ailleurs, personne ne nous le demande. Par contre, notre devoir de citoyens, citoyens de Belgique et du monde, est d'ouvrir les yeux pour agir en conscience et en solidarité ; ce qui veut dire traiter humainement ceux qui frappent à notre porte, mais aussi apporter une aide constructive aux pays qui ploient sous la dictature, la famine ou la guerre.

C'est notre responsabilité de pays riches qui exportons les images de notre bien-être de par le monde, et puis, nous nous étonnons qu'elles éveillent des désirs de le partager un peu...

C'est notre responsabilité d'ancien pays coloniaux, qui avons pillé les richesses locales des régions dominées, déstructuré leurs organisations sociales, imposé un système économique tout dévoué à notre profit...

C'est, enfin et surtout, notre responsabilité de pays fiers d'être le berceau des droits de l'homme et désireux de propager notre philosophie humaniste dans le monde entier : pour pouvoir y donner des leçons de démocraties aux autres peuples, ne faut-il pas montrer qu'on y croit et qu'on l'applique ?

## " Nos pauvres d'abord ! "

Qui tient la balance pour peser la valeur des hommes et de la place accordée au respect de leurs droits ? L'Etat moderne s'est construit sur le paradoxe de l'égalité et de l'exclusion : en même temps qu'il garantit à ses citoyens des aides, des soins et des droits qui doivent leur assurer une certaine égalité, il établit des critères qui excluent de ces services les étrangers, désirables ou non, présents sur son territoire. Cette distinction nous paraît naturelle aujourd'hui, mais il faut se souvenir qu'elle est le résultat de choix politiques, qu'elle correspond à un moment de l'évolution de notre histoire...et que celle-ci continue.

Dans la Grèce antique, celle qui a inventé la démocratie, comme dans nos campagnes, il n'y a pas si longtemps, l'étranger était celui qui venait du village voisin ; dans les années d'après-guerre, quand nous appelions leurs bras pour reconstruire notre économie, les étrangers étaient ceux qui venaient du Sud ; aujourd'hui, ils viennent de l'Est, d'Asie, d'Afrique.

Au siècle passé, on a pu tenir des discours justifiant par l'inégalité des races le traitement réservés aux peuples colonisés et l'exploitation de leurs matières premières pour notre plus grand profit. Ces discours sont aujourd'hui jugés non seulement comme moralement inacceptables, mais aussi comme scientifiquement absurdes ; les tenir ou les soutenir peut conduire à un procès, car le racisme n'est plus une opinion parmi d'autres, mais bien un délit.

Ce survol rapide montre que les notions de frontières, d'étrangers ou de races ont beaucoup changé au cours du temps : elles n'ont rien d'absolu et il est dangereux de les enfermer dans des slogans absolus. Dans « nos pauvres d'abord », il y a l'absolu de la propriété : « nos », et il y a l'absolu de la priorité « d'abord ».

Mais quelle propriété ? « Nos » pauvres sont-ils ceux de notre village, de notre région, de notre communauté, de notre pays, de notre Europe... ? Mais quelle priorité ? « D'abord » signifie avant qui, avant quoi ? Et parmi « nos » pauvres, lesquels passeront en premier : les plus pauvres, les plus méritants ou les plus blonds ?

Oui, ce slogan renvoie à d'autres tristes souvenirs et inquiétants présents, qui – sous prétexte de préférence nationale – prônent le repli frileux sur de fausses valeurs qui n'ont rien de d'humaniste, transforment l'angoisse sociale en haine de l'autre... et ne résolvent rien. Jusqu'à présent, si on écoute son optimisme, on voit que l'évolution des notions citées plus haut va vers plus d'égalité et plus de justice : l'étranger vient de plus en plus loin ; le principe même de race est contesté ; l'être humain, d'où qu'il soit, est reconnu dans son droit au respect ; la solidarité, dans les discours officiels en tout cas, est une valeur en hausse !

Est-on arrivé au bout de cette évolution ? Notre humanité a-t-elle atteint ses limites ? Allons-nous régresser en réaffirmant des catégories arbitraires ?

## " Ils ne nous apportent que des problèmes ! "

D'accord, ils nous apportent des problèmes : nous serions plus tranquilles si nous restions entre nous, ceux qui ont un niveau de vie correct et une culture suffisante. Il serait tellement confortable de pouvoir fermer les yeux sur le reste du monde, de ne voir que ce petit bout privilégié sans guerre ni famine ni cyclone sur lequel nous avons eu la chance de naître...

Heureusement, le confort et la tranquillité ne tiennent pas place d'idéaux pour tous nos contemporains ! Et en géographie comme en morale, l'humanité est indivisible.

Alors, parlons de ces problèmes : ils nous renvoient à notre devoir de solidarité et nous n'avons pas toujours les moyens (financiers) qu'il faudrait pour assumer nos principes humanistes. Mais n'en parlons pas trop (ils ne mettent en péril ni notre équilibre social ni notre budget national) car on en parle trop par rapport à leur réel impact : les médias notamment, obéissant en cela comme en d'autres domaines à la dure loi de l'information (on ne parle pas des trains qui arrivent à l'heure, mais de ceux qui sont en retard !) n'abordent quasiment jamais le sujet des réfugiés ou des immigrés en dehors d'un contexte conflictuel. Effet grossissant garanti.

En outre, ils ne nous apportent pas que des problèmes : les civilisations, les cultures, n'ont jamais rien gagné en détruisant celles d'en face, mais elles se sont au contraire enrichies en multipliant les contacts et les échanges. Ce qui est vrai en musique (ne serions-nous pas plus pauvres sans les musiques du monde ?), en arts plastiques (que serait l'art contemporain sans la rencontre avec l'Afrique ?) ou en cuisine (quelle banalité dans nos assiettes sans saveurs d'outre-mer ?) l'est aussi en morale et en économie.

Les réfugiés qui arrivent chez nous ne sont pas seulement de pauvres hères quémendant notre aide ; ils sont, par le fait même qu'ils sont arrivés jusque chez nous, parmi les plus instruits et les « plus débrouillards » de leur communauté. Ils arrivent avec des talents, des expériences, des savoir-faire. Que souvent nous ne voyons pas ou que nous ne valorisons pas. Trop contents de leur laisser les petits boulots surexploités ou trop inquiets de les voir s'installer si on les laisse travailler normalement, nous passons à côté de compétences parfois très grandes... Notre économie, qui reconnaît parfois avoir besoin de leur travail au noir, ne pourrait-elle pas plutôt exploiter leur savoir-faire ?

Et la morale, dans tout cela ? Un exemple, tout simplement : des enfants qui auront vécu de près la peur de l'expulsion d'un copain de classe et l'action de solidarité pour le défendre deviendront peut-être des citoyens plus conscients et plus actifs dans une société plus ouverte. Des villageois qui se sont battus pour sauver une famille menacée de retour forcé disent aujourd'hui n'avoir plus peur de l'étranger. Et si cet étranger, justement parce qu'il est étranger, nous rendait plus humain ?

## **" La plupart des soi-disant réfugiés ne recherchent qu'une aide financière ! "**

Quand on rencontre des réfugiés et qu'ils racontent leur long chemin, on se rend compte qu'il y a autant de raisons d'être réfugié qu'il y a de réfugiés... Il faut bien établir des critères, des catégories, mais souvent la vie leur échappe !

Dans quelle case mettre ce Colombien qui fuit un impitoyable cartel de la drogue, ou cette Africaine qui fuit les avances assidues d'un proche au pouvoir ? Comment faire la part des choses entre pauvreté et dictature, entre misère et catastrophe naturelle ? Comment trier la violence faite aux femmes, aux hommes et à leurs droits ?

La Convention de Genève définit les différentes formes de persécution qui donnent droit au statut de réfugié. On sait qu'elle est interprétée de manière de plus en plus restrictive, que l'asile politique est désormais la seule porte entrouverte pour entrer dans nos pays, qu'il y a des propositions pour reconnaître d'autres statuts, provisoires ou humanitaires. Tout cela crée un contexte compliqué parfois difficile à comprendre.

Avant de trancher et de juger, posons-nous quelques questions : vouloir améliorer ses conditions de vie n'est-il pas un désir partagé par tous les êtres humains ? Est-ce par plaisir ou par nécessité que l'on quitte tout, maison, famille, amis ? Mérite-t-on d'être traité comme un criminel et enfermé dans des centres-prisons parce que l'on ne veut plus avoir faim ? Et regardons notre passé proche : les Belges qui se sont jetés sur les routes de France en 1940 étaient-ils des réfugiés au sens de la Convention de Genève ?

Enfin, une question plus philosophique : le réfugié est un étranger qui vient nous demander si nous croyons encore aux valeurs que nous avons défendues depuis deux siècles. Qu'avons-nous à lui répondre ?